



Assemblée générale

Distr.
GENERALE

A/C.5/45/72
12 décembre 1990
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Quarante-cinquième session
CINQUIEME COMMISSION
Points 118 et 117 de l'ordre du jour

BUDGET-PROGRAMME DE L'EXERCICE BIENNAL 1990-1991

EXAMEN DE L'EFFICACITE DU FONCTIONNEMENT ADMINISTRATIF ET FINANCIER DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

Incidences sur le budget-programme du projet de résolution A/45/L.34

Etat présenté par le Secrétaire général conformément à l'article 153 du règlement intérieur de l'Assemblée générale

1. Aux termes du projet de résolution A/45/L.34, l'Assemblée générale déciderait de se réunir à nouveau, pour une reprise de sa session d'une durée de deux semaines au cours de la seconde moitié d'avril 1991, en vue d'examiner de manière approfondie la question de la restructuration et la revitalisation de l'Organisation des Nations Unies dans les domaines économique et social.
2. Dans l'hypothèse où l'Assemblée générale se réunirait en séance plénière et tiendrait deux séances par jour pendant 10 jours, et où l'interprétation serait assurée dans les six langues officielles de l'Assemblée générale, le coût des services de conférence se monterait à 644 900 dollars pour la reprise de la session et se décomposerait comme suit :

	<u>Dollars</u>
a) <u>Documentation à établir avant la session</u> (10 pages, deux documents : A, Ar, C, E, F, R)	11 407
b) <u>Service des séances</u> (Interprétation, 20 séances : A, Ar, C, E, F, R)	92 175
c) <u>Documentation à établir pendant la session</u> (50 pages, deux documents : A, Ar, C, E, F, R)	51 700
d) <u>Documentation à établir après la session</u> (24 pages, un document : A, Ar, C, E, F, R)	25 378
e) <u>Etablissement de comptes rendus sténographiques</u> (20 séances : A, Ar, C, E, F, R)	464 240
	<u>644 900</u>

3. En ce qui concerne les prévisions indiquées plus haut pour les services de conférence, elles procèdent de l'hypothèse que les services requis en l'occurrence ne pourront pas être assurés par le personnel permanent du Département des services de conférence dont l'effectif est prévu au chapitre 29 du budget-programme de l'exercice biennal 1990-1991, et qu'il faudra recruter du personnel temporaire pour les réunions. Les ressources à prévoir à ce titre ne pourront être déterminées qu'au vu du calendrier des conférences pour 1990-1991. Toutefois, comme il a été noté au paragraphe 29.5 du budget-programme 1/, le niveau de ressources prévu pour le personnel temporaire affecté aux réunions de 1990-1991 a été établi sur la base de l'expérience antérieure pour financer non seulement les réunions prévues mais aussi d'autres réunions. En d'autres termes, le budget-programme inclut des crédits non seulement pour les réunions déjà prévues au moment de l'établissement du budget, mais aussi pour celles qui pourraient être autorisées ultérieurement, sous réserve que le nombre et la répartition des réunions et conférences durant l'exercice biennal 1990-1991 correspondent au schéma des exercices précédents. Sur cette base, l'adoption du projet de résolution A/45/L.34 ne nécessiterait pas l'ouverture d'un crédit supplémentaire au chapitre 29 du budget-programme de 1990-1991.

4. En conclusion, si l'Assemblée générale adopte le projet de résolution A/45/L.34, il ne sera pas nécessaire de prévoir de ressources supplémentaires.

Note

1/ Documents officiels de l'Assemblée générale, quarante-quatrième session. Supplément No 6 (A/44/6/Rev.1), vol. II.
